

Unité inter-départementale des Hautes-Pyrénées et du Gers
Cité administrative Reffye
10 rue Amiral Courbet BP 1708
65017 Tarbes Cedex

Tarbes, le 16/05/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/04/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

IMERYS

route de Beyrède
65410 Beyrède-Jumet-Camous

Références : 2024-0259-dp
Code AIOT : 0006802516

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/04/2024 dans l'établissement IMERYS implanté 565 route d'Espagne 65410 Beyrède-Jumet-Camous. L'inspection a été annoncée le 05/04/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'Inspection a permis de faire un point sur les suites des visites précédentes du 29 septembre 2023 et du 25 novembre 2022 (traitant des rejets atmosphériques et de la gestion des eaux), ainsi que sur la traçabilité des déchets.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- IMERYS
- 565 route d'Espagne 65410 Beyrède-Jumet-Camous

- Code AIOT : 0006802516
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site de production IMERYS de Beyrède est spécialisé dans la fabrication d'abrasifs et de réfractaires. Le site dispose de trois fours de fusion basculants, ayant un fonctionnement annuel discontinu, dont deux fours sont dédiés à la fabrication de corindon (fours n° 5 et n° 7) et un four utilisé pour la production d'alumine zircon (four n° 11).

Les fours de fusion n° 5 et n° 7 ont une activité par alternance et sont très rarement en production simultanée. Sur l'année 2023, en raison d'une baisse d'activité, les fours dédiés à la fabrication du corindon n'ont fonctionné uniquement que les mois de juillet et août.

L'activité du site est réglementée par arrêté préfectoral du 24 février 2010, complété par les arrêtés préfectoraux des 24 juin 2014, 24 juillet 2027 et 20 avril 2020. L'établissement est par ailleurs soumis à la directive européenne n°2010/75 du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles, dite «IED», pour laquelle il doit respecter le document de référence sur les meilleurs techniques disponibles du secteur des industries des métaux non ferreux (NFM).

Thèmes de l'inspection :

- AN24 Sécheresse
- AN24 Trackdéchets RNDTS
- Déchets
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Surveillance des rejets	Arrêté Préfectoral du 20/04/2020, article 7.3	Demande d'action corrective	3 mois
7	traçabilité des déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 3	Demande d'action corrective	3 mois
8	traçabilité des déchets	Code de l'environnement du 01/01/2001, article Article R541-43	Demande d'action corrective	3 mois
10	PDC n° 5 visite du 25/11/2022_P oint de rejets	Arrêté Préfectoral du 24/02/2010, article 8.3	Demande d'action corrective	3 mois
12	PDC n° 8 VI du 25/11/2022_R espect fréquence surveillance eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 24/02/2010, article 9.2.3.1	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Point de constat n°7_VI_29_09_2023	Arrêté Préfectoral du 20/04/2020, article 8.2	Sans objet
3	PDC n°8 VI du Porter à connaissance	Code de l'environnement du 06/01/2020, article L.181-14	Sans objet
4	Tracabilité des déchets	Arrêté Préfectoral du 24/02/2021, article 5.1.2	Sans objet
5	Tracabilité des déchets	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 54	Sans objet
6	Tracabilité des déchets	Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article 7.4	Sans objet
9	PDC N°4 visite du 25/11/2024_Mesure du volume d'eau prélevée	Arrêté Préfectoral du 24/02/2010, article 9.2.2	Sans objet
11	PDC n° 7 visite du 25/11/2022_Respect fréquence surveillance eaux	Arrêté Préfectoral du 24/02/2010, article 9.2.3.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Rejets atmosphériques

L'exploitant a mis en œuvre les actions correctives permettant de se conformer aux valeurs limites réglementaires autorisées par l'arrêté préfectoral du 24 avril 2020, hormis pour le rejet n° 11 (filtre étude du process de fabrication d'alumine frittée), qui n'atteint pas la vitesse minimale d'éjection des fumées malgré plusieurs travaux de maintenance effectués sur les installations. L'exploitant continue de poursuivre les investigations.

Considérant la démarche en cours, l'Inspection propose d'accorder un délai supplémentaire pour se conformer à la vitesse nominale.

Par ailleurs, l'exploitant a pu justifier de la mise à jour des déclarations des rejets atmosphériques sous la plateforme GEREP et de la complétude de son dossier de porter à connaissance relatif à la mise en œuvre d'un système de captation des poussières sur les lignes d'approvisionnement en matières premières des fours. Ce dernier fera l'objet d'une instruction par l'Inspection.

Gestion des eaux

L'exploitant a pu se conformer à certains points de contrôle de la visite d'inspection du 25 novembre 2022 (relevé hebdomadaire du suivi des volumes prélevés dans les milieux, installation de la sonde de température du rejet ER3 et mise en œuvre d'un projet d'amélioration de la métrologie du site visant à équiper les rejets de compteurs d'eau). Considérant la démarche en cours de ce projet (contractualisation avec un prestataire), l'Inspection propose d'accorder un

délai supplémentaire.

Par ailleurs, l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier d'une surveillance des eaux pluviales pour l'année 2023.

Tracabilité des déchets

L'exploitant dispose de deux emplacements de stockage des déchets générés par le site, regroupant des déchets dangereux (stockés dans le bâtiment de maintenance) et non dangereux (stockés dans le bâtiment de maintenance et sur le parking extérieur). Les conditions de stockage dans le bâtiment de maintenance sont conformes aux dispositions des arrêtés ministériels des 26/11/2012 et 05/12/2016 relatifs aux rubriques broyage (2515) et traitement industriels des minéraux (2546). Concernant la zone de stockage extérieure, l'Inspection relève des écarts relatifs à la présence de bidons de produits chimiques souillés dans la benne de ferrailles et les bennes d'encombrants ainsi que le débordement de la benne de balayures sur le sol. A noter que l'exploitant a expressément procédé au nettoyage des balayures sur le sol et à l'enlèvement de bidons dans les bennes. Les justificatifs ont été fournis à l'Inspection l'après-midi même de la visite.

L'exploitant détient un registre incomplet des déchets générés par ses installations, au regard des informations renseignées.

La constitution d'un registre national électronique des terres excavées, déchets et sédiments (RNTDS) n'a pas pu être justifié par l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Surveillance des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/04/2020, article 7.3
Thème(s) : Risques chroniques, valeurs limites
Prescription contrôlée : <u>Article 7.3 du code de l'environnement</u> Cet article modifie et remplace les dispositions des articles 3.2.4, 3.2.5 et 9.2.1.1 de l'arrêté préfectoral du 24 février 2010. Pour le contrôle de chaque paramètre demandé, la mesure du débit, la teneur en oxygène, la température, la pression et la teneur en vapeur d'eau des gaz résiduels sont mesurées selon les mêmes critères (mesure ponctuelle ou en continu). [...] Périodicité des mesures réalisées par un organisme agréé par le ministère en charge de l'environnement : [A] annuel ; [S] semestriel. Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites en concentration et en flux fixées du tableau de l'article 7.3 de l'arrêté Préfectoral du 20/04/2020. [...] <u>Constat de la visite d'inspection du 29/09/2023</u> [...] L'exploitant a réalisé des analyses des rejets atmosphériques au 2nd trimestre (lors de l'activité des fours n° 5 et n° 11). Par courriel du 2 octobre 2023, l'exploitant a transmis à l'Inspection le rapport d'analyse de SOCOTEC du 21 septembre 2023, ce dernier ayant été reçu par l'exploitant après la visite d'inspection. Ce rapport met en évidence des non-conformités relatives à la concentration en carbone organique pour les rejets du four n°5 (conduit n°1) estimée à 4 fois le seuil réglementaire et la concentration en poussière pour le rejet du filtre concassage (conduit n°18) par un dépassement du seuil réglementaire d'un facteur de 1,5 fois.

L'exploitant doit justifier des actions correctives mise en œuvre pour s'assurer de la conformité des rejets atmosphériques. A noter que le four n° 7 a fonctionné moins de 12 jours durant l'année 2023 et n'a pu faire l'objet d'analyses par faute de disponibilité de la société SOCOTEC pour intervenir sur la plage de fonctionnement de ce dernier.

L'exploitant doit, dans un délai de trois mois :

- justifier des actions correctives mises en œuvre sur les rejets du four n°5 (CO) et du filtre de concassage (poussières) afin de se conformer aux valeurs de rejets de l'article 7.3 de l'arrêté préfectoral du 20 avril 2023,
- justifier de la conformité de la méthode d'échantillonnage des rejets atmosphériques des trois fours (conduit n°1 et n°2),
- transmettre à l'Inspection le rapport d'analyse des rejets atmosphériques du filtre F1B1 (conduit n° 9) et du filtre de l'étuve SO200 (conduit n° 11) programmées lors de la semaine 46.

Constats :

Par courriel du 25 avril 2024, l'exploitant informe l'Inspection d'avoir réalisé l'analyse des rejets des conduits n° C2, C3, C4, C9, C11 et C12, les 15 et 16 novembre 2023 par l'entreprise SOCOTEC. Le rapport d'analyses correspondant (du 25 avril 2024) met en évidence le retour à la conformité du conduit n°C9 suite à la réalisation de travaux de maintenance.

Néanmoins, la non-conformité du conduit n°C11 relative à la vitesse d'éjection demeure encore présente. L'exploitant justifie des actions correctives mises en œuvre en février 2024 (changement des courroies du moteur et remplacement des manches du filtre). Les justificatifs des travaux ont été présentés à l'Inspection en séance. Une nouvelle campagne d'analyses a été réalisée le 28 mars 2024. Le rapport d'analyse de la société SOCOTEC présenté en visite maintient la non-conformité sur la vitesse d'éjection du conduit n°C11.

L'Inspection relève également un écart à la norme de prélèvement pour ce même conduit. L'exploitant se rapproche de la société SOCOTEC pour définir de nouvelles mesures correctives afin de se conformer à la vitesse d'éjection minimale autorisée par l'article 7.3 de l'arrêté préfectoral du 20/04/2020.

Au regard des actions correctives déjà mises en œuvre sur le conduit n°C11 et des nouvelles investigations en cours, l'Inspection propose d'accorder un délai supplémentaire de trois mois à l'exploitant, pour se conformer au seuil réglementaire de la vitesse d'éjection.

Par ailleurs, l'exploitant s'est rapproché de la société SOCOTEC pour justifier de la conformité des rejets atmosphériques des fours (n°C1 et n°C2). Par courriel du 14 mars 2024, la société SOCOTEC a transmis des éléments de réponse. L'exploitant juge que les explications sont incomplètes et demande à la société par courriel le même jour, l'obtention d'une procédure d'échantillonnage. Les justificatifs ont été vus en séance.

A date, l'exploitant est en attente de retour de la société SOCOTEC. Au vu de ces éléments, l'Inspection propose d'accorder un délai supplémentaire de trois mois à l'exploitant, pour justifier de la conformité de son échantillonnage des rejets des fours.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit, sous un délai de trois mois justifier de la conformité :

- de la vitesse d'éjection des fumées du conduit n°11,
- de l'échantillonnage des rejets des fours (conduit n°1 et 2).

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Point de constat n°7_VI_29_09_2023

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/04/2020, article 8.2
Thème(s) : Risques chroniques, Respect fréquence VLE – eau
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Article 8.2 de l'arrêté préfectoral du 20/04/2020</u> L'exploitant mettra en place, en période de fonctionnement de ses fours de fusion, en complément de la surveillance déjà prescrite dans l'arrêté préfectoral du 24 février 2010, une surveillance mensuelle des polluants suivants au niveau des points de rejet d'eau mentionnés à l'article 8.3 : Mercure, Fer, Arsenic, Cadmium, Cuivre Nickel, Plomb, Zinc, Chrome total, Chrome VI, Silicium, Aluminium, Titane : Fréquence mensuelle.</p> <p><u>Constats de la visite d'inspection du 25/11/2022</u> [...] En revanche, l'inspection indique à l'exploitant que les mesures n'ont pas été transmises dans l'application GIDAF, le statut des dernières déclarations est « enregistré » et non transmis. [...] L'exploitant doit engager les démarches (créer un compte CERBERE puis contacter l'inspection).</p> <p><u>Constat de la visite d'inspection du 29/09/2023</u> Suite au départ de la responsable QHSE en 2022 et à son remplacement en début 2023, un nouveau compte CERBERE a été créé pour l'exploitant, le 6 janvier 2023. L'exploitant a procédé à la déclaration des résultats d'autosurveillance mensuelle de l'année 2022 sous l'application GIDAF. Pour autant, l'Inspection constate de l'absence de déclaration des résultats pour l'année 2023. L'exploitant informe que la responsable QHSE ayant quitté l'entreprise, ses missions sont temporairement assurées par le directeur du site. Par courriel du 2 octobre 2023 (post visite d'inspection), l'exploitant précise que la déclaration des données de surveillance sont en cours de dépôt sous l'application. L'exploitant doit, dans un délai d'un mois, finaliser la déclaration des résultats de l'autosurveillance de janvier à août 2023, sous l'application GIDAF.</p> <p>Constats :</p> <p>L'exploitant a finalisé ses déclarations d'autosurveillance pour l'année 2023 et a saisi les trois premiers mois de l'année 2024. L'Inspection confirme la mise jour de la plateforme GIDAF.</p> <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>-</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : PDC n°8 VI du Porter à connaissance

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 06/01/2020, article L.181-14
Thème(s) : Situation administrative, Installations de traitement des poussières
Prescription contrôlée :

Article L.181-14 du code de l'environnement

Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation environnementale est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation. En dehors des modifications substantielles, toute modification notable intervenant dans les mêmes circonstances est portée à la connaissance de l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation environnementale dans les conditions définies par le décret prévu à l'article L. 181-32. L'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 à l'occasion de ces modifications, mais aussi à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées.

Constat de la visite d'inspection 29/09/2023

[...] Au regard des éléments constitutifs du dossier, l'exploitant doit apporter des compléments relatifs à la compatibilité du projet avec les conclusions des meilleurs techniques disponibles (MTD) du secteur des industries des métaux non ferreux (NFM) de la directive IED (récolement aux MTD et aux seuils de rejets).

Constats :

Par courrier du 9 avril 2024, l'exploitant a transmis à l'Inspection les compléments du dossier de porter à connaissance.

Le projet porté par l'exploitant, visant à canaliser et traiter les émissions diffuses de poussières émises lors de la manipulation des matières premières, sera instruit par l'Inspection. Un arrêté préfectoral complémentaire sera proposé pour modifier les articles 7.2 et 7.3 de l'arrêté préfectoral du 20 avril 2020.

En visite, l'exploitant informe que les installations de la ligne du four 11 sont en marche. Une campagne d'analyse des rejets du filtre Vario a été réalisée le 27 février 2024 par la société IRH. Le rapport d'analyses du 22 mars 2024, transmis à l'Inspection suite à la visite, n'appelle pas d'observation.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

-

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Tracabilité des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/02/2021, article 5.1.2

Thème(s) : Risques chroniques, Gestion général des déchets

Prescription contrôlée :

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques. [...]

Constats :

<p>L'exploitant produit des déchets issus de son activité. Il dispose de deux emplacements de stockage des déchets sur le site, organisés tels que:</p> <ul style="list-style-type: none"> - une zone de stockage, située dans le bâtiment de maintenance, regroupant les déchets dangereux et non dangereux suivants: tissus, caoutchouc, métaux, papiers, cartons, petites ferrailles, contenants souillés, DEEE, tubes fluorescents, piles et aérosols ; - une zone de stockage, positionnée sur le parking extérieur, disposant de plusieurs bennes collectant les déchets non dangereux suivants : balayures (poussière et terre), ferrailles, bois et encombrants. <p>Le détail des conditions de stockages de déchets est précisé aux points de constats n°5 et n°6 du présent rapport.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>-</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Tracabilité des déchets

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 54</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des déchets non dangereux non inertes</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques.</p> <p>Les déchets et résidus produits sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.</p> <p>[...]</p> <p>L'exploitant tient à jour un registre caractérisant et quantifiant tous les déchets dangereux générés par ses activités (nature, tonnage, filière d'élimination, etc.). Il émet un bordereau de suivi dès qu'il remet ses déchets à un tiers.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les déchets non dangereux générés par l'installation sont stockés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans le bâtiment de maintenance, dans des cuves hermétiques bâchées, installées sur une dalle béton et à l'abri des intempéries pour les déchets de caoutchouc, papier, cartons et petites ferrailles. L'ensemble des cuves sont identifiées au moyen d'une étiquette ; - à l'extérieur des bâtiments, dans des bennes disposées sur le parking pour les déchets de ferrailles, balayures (poussière et terre) et encombrants. <p>Lors de la visite, l'Inspection constate de la présence de bidons de produits chimiques souillés présents dans la benne de ferrailles et la benne d'encombrants ainsi qu'un débordement de la benne de balayures sur le sol.</p> <p>Pendant la visite, l'exploitant a expressément procédé au nettoyage des balayures sur le sol. L'après-midi même de la visite, l'exploitant a justifié par courriel de l'enlèvement de bidons dans les bennes de ferrailles et d'encombrants.</p> <p>L'exploitant tient un registre des déchets dangereux générés par ses activités et dispose des</p>

bordereaux de suivi des déchets (cf point de constat n°7).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
-
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Tracabilité des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article 7.4
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des déchets dangereux
Prescription contrôlée : Les déchets dangereux sont traités dans des installations réglementées à cet effet au titre du code de l'environnement, dans des conditions propres à assurer la protection de l'environnement. L'exploitant émet un bordereau de suivi dès qu'il remet ces déchets à un tiers et doit être en mesure d'en justifier le traitement. Les documents justificatifs sont conservés 5 ans.
Constats : Les déchets dangereux produits par les installations (aérosols, tubes fluorescents, DEEE, huiles usagées, contenants et matériaux souillés) sont stockés dans le bâtiment de manutention, dans des cuves hermétiques bâchées, installées sur une dalle béton et à l'abri des intempéries. L'ensemble des cuves sont identifiées au moyen d'une étiquette. Les cuves de graisse et de contenant souillés disposent d'une double bâche en fond de cuve. L'Inspection considère que la rétention est assurée. L'exploitant tient un registre des déchets dangereux générés par les activités et dispose des bordereaux de suivi des déchets (cf point de constat n°7).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
-
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : traçabilité des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 3
Thème(s) : Produits chimiques, Complétude du registre pour l'installation de collecte des déchets
Prescription contrôlée : Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes : a) Concernant la date de sortie de l'installation :

- la date de l'expédition du déchet ;

b) Concernant la dénomination, nature et quantité :

- la dénomination usuelle du déchet ;
- le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;
- s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;
- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;
- la quantité de déchet sortant en tonne ou en m3 ;

c) Concernant l'origine du déchet :

- l'adresse de l'établissement ;
- l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;

d) Concernant la gestion et le transport du déchet :

- la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;
- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;

e) Concernant la destination du déchet :

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ;
- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;
- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;
- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.

Constats :

L'exploitant détient un registre de l'ensemble de ses déchets générés sur le site. Celui-ci a été transmis à l'Inspection en amont de la visite.

L'Inspection constate l'incomplétude du registre pour certains déchets (alumine code 15 01 10, huiles usagées 13 02 06, tubes fluorescents 20 01 21, matériaux souillés 15 02 02, déchets de bois catégorie A, balayures -terres-alumines 01 03 07, piles 20 01 33 et DEEE 16 02 13), caractérisée par l'absence des données relatives aux:

- codes déchets,
- informations sur le transporteur et le destinataire,
- traitement final,
- quantités réellement stockées.

Une erreur de code est également relevée pour les déchets de bois.

Par ailleurs, l'inspection constate, pour cinq catégories de déchets dangereux (huiles usagées 13 02 06, big bags souillés en alumine 15 01 10, matériaux souillés 15 02 02, aérosols 16 05 04 et tubes fluorescents 20 01 21), une incohérence entre les quantités de déchets relevées sur le registre et celles déclarées sur les plateformes GERE et Trackdéchets. En outre, certains déchets présents sur le registre 2024 sont absents de la déclaration Trackdéchets (huiles usagées et matériaux souillés).

L'exploitant justifie de l'incohérence de ces données par l'absence de personnel référent qualité environnement durant l'année 2023.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit sous un délai de trois mois:

- compléter son registre de déchets,
- actualiser et corriger les déclarations des plateformes GERE et Trackdéchets.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : traçabilité des déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2001, article Article R541-43

Thème(s) : Situation administrative, RNTDS

Prescription contrôlée :

I.-Pour l'application du I de l'article L. 541-7, les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets, les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers, et les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets tiennent à jour un registre chronologique de la production, de l'expédition, de la réception et du traitement de ces déchets et des produits et matières issus de la valorisation de ces déchets. Ce registre est conservé pendant au moins trois ans.

Les ménages sont exonérés de l'obligation de tenir un registre. Des arrêtés pris dans les conditions fixées à l'article R. 541-48 peuvent également exonérer de cette obligation les personnes mentionnées au premier alinéa du I pour certaines catégories de déchets, si leur valorisation ou leur élimination, compte tenu des quantités en cause ou des caractéristiques des déchets, ne sont

pas susceptibles de porter atteinte à la santé de l'homme ou à l'environnement.

II.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des déchets ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes suivantes :

1° Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets dangereux ou des déchets POP ;

[...]

A compter du 1er janvier 2022, ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges de données informatisées selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement. Elle a lieu, au plus tard, sept jours après la production, l'expédition, la réception ou le traitement des déchets ou des produits et matières issus de la valorisation des déchets, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée.

[...]

Constats :

L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier de la constitution d'un registre national électronique.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit, sous un délai de trois mois, s'assurer de la bonne transmission des données de Trackdéchets dans le registre national électronique.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : PDC N°4 visite du 25/11/2024_Mesure du volume d'eau prélevée

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/02/2010, article 9.2.2

Thème(s) : Risques accidentels, Relevé des prélèvements d'eau

Prescription contrôlée :

Article 9.2.2 de l'Arrêté préfectoral du 24/02/2020

Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m3/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Les résultats sont portés sur un registre.

Constat de la visite d'inspection du 25/11/2022

Les installations sont bien équipées de totalisateurs. L'exploitant tient un registre avec les consommations d'eaux des deux sources. Les relevés sont mensuels puis hebdomadaires depuis l'arrêté départemental portant restrictions des usages d'eau. Le relevé pour l'eau de la Neste n'est pas effectué journalièrement.

<p>Pour l'eau de source, en dehors de la situation de crise, le relevé n'est pas hebdomadaire.</p> <p>L'exploitant doit par ailleurs justifier que sa consommation sur cette ressource ne dépasse pas 100 m3/j. A défaut, le relevé est journalier.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par courrier du 15 février 2023, l'exploitant informe l'Inspection de la mise en place d'un relevé journalier des compteurs d'eau pour son prélèvement dans la Neste ainsi que dans l'eau de source.</p> <p>Les données sont asservies à la supervision. L'Inspection confirme, en séance, de la remontée de ces données et du respect des seuils de prélèvements autorisés sur les deux ressources.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>-</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : PDC n° 5 visite du 25/11/2022_Point de rejets

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/02/2010, article 8.3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Localisation des points de rejet</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Article 8.3 de l'Arrêté préfectoral du 24/10/2010</u></p> <p>Point de rejet ER1 - Eaux de refroidissement des fours 7 et 11- Débit max journalier : 2400m3/j - Débit max horaire: 100 m3/h;</p> <p>Point de rejet ER2 - Eaux de refroidissement du four 5 et des fours SOFIM - Débit max journalier : 4800 m3/j - Débit max horaire: 200 m3/h;</p> <p>Point de rejet ER3 - Eaux de refroidissement de l'atelier bauxite frittée - Débit max journalier : 480 m3/j – Débit max horaire: 20 m3/h.</p> <p><u>Constat de la visite d'Inspection du 25/11/2023</u></p> <p>Les points de rejets ne sont pas équipés d'une mesure du débit. L'exploitant n'est pas en mesure de démontrer que les débits sont respectés.</p> <p>[...]</p> <p>L'exploitant doit justifier du respect des débits et précisera pour chaque point de rejets quels sont les types d'effluents rejetés (eaux de refroidissement four, application process....).</p>
<p>Constats :</p> <p>Par courrier du 6 février 2023, l'exploitant informe l'Inspection du type d'effluent rejeté dans chaque point de rejet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - ER1 reçoit les eaux de refroidissement des fours N°7 et N°11, - ER2 réceptionne les eaux de refroidissement du four n°5, - ER3 collecte les eaux de refroidissement de l'atelier de frittage et du spectromètre du laboratoire.

<p>Suite à la visite du 25 novembre 2022, l'exploitant a initié un projet d'amélioration de la métrologie de son site. Celui-ci se caractérise par le projet d'équipement de compteurs d'eau en priorité sur les exutoires ER 1 et ER 2.</p> <p>L'exploitant a présenté en séance le détail du projet et les échéances définies. Après validation du projet et du budget alloué, l'exploitant a lancé un marché pour les prestations techniques (installation des équipements et des raccordement électriques). Les discussions sont en cours avec le sous-traitant Eiffage. L'exploitant prévoit la mise en œuvre des instrumentations pour le 26 juillet 2024.</p> <p>Considérant les démarches initiées par l'exploitant, l'Inspection propose d'accorder un délai supplémentaire de trois mois pour l'équipement des compteurs des rejets ER1 et ER2.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit, sous un délai de trois mois, finaliser son projet d'instrumentation sur les rejets d'eau ER1 et ER2 afin de justifier de la conformité des débits rejetés.</p> <p>L'exploitant réfléchit par la suite à l'équipement du dernier rejet ER3.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 11 : PDC n° 7 visite du 25/11/2022_ Respect fréquence surveillance eaux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/02/2010, article 9.2.3.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Localisation des points de rejet</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Article 9.2.3.1 de l'arrêté préfectoral du 24/02/2010</u></p> <p>La température de rejet des eaux de refroidissement est mesurée et enregistrée en continu.</p> <p><u>Constat de la visite d'Inspection du 25/11/2022</u></p> <p>Les points de rejets ER1 et ER2 sont équipés d'une sonde de température avec enregistrement en continu. L'inspection a pu consulter les enregistrements. Le point ER3 n'est pas équipé d'une sonde de mesure. Ce point de rejet ne recueille pas les eaux de refroidissement des fours. En revanche, l'arrêté mentionne pour ce point des eaux de refroidissement de l'atelier bauxite. Il est demandé à l'exploitant de vérifier si ce point recueille des eaux de refroidissement et le cas échéant de mettre en place un suivi de température.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par courrier du 6 février 2023, l'exploitant informe l'Inspection de l'équipement d'une sonde température sur le point de rejet ER3. La lecture est asservie en salle de contrôle des fours.</p> <p>Lors de la visite, l'Inspection a constaté la retranscription des données de température dans la supervision et des dispositifs de suivi du respect de la valeur limite.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>-</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : PDC n° 8 VI du 25/11/2022_ Respect fréquence surveillance eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/02/2010, article 9.2.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Fréquences, et modalités de l'auto surveillance de la qualité des rejets
Prescription contrôlée : <u>Article 9.2.3.1 de l'arrêté préfectoral du 24/02/2010</u> Les rejets des eaux pluviales font l'objet d'un prélèvement et d'une analyse semestrielle par un organisme ou une personne qualifiée portant sur MES, DCO, hydrocarbures totaux. <u>Constat de la visite d'Inspection du 25/11/2022</u> L'exploitant a mis à disposition de l'inspection, les dernières analyses des eaux pluviales. Le prélèvement des échantillons est réalisé en interne par une personne n'ayant reçu aucune formation spécifique. L'exploitant doit démontrer la maîtrise de la méthodologie de prélèvement (normes, formations...).
Constats : Par courrier du 6 février 2023, l'exploitant informe l'Inspection de la réalisation d'une formation du personnel interne pour l'échantillonnage des eaux pluviales, réalisée le 1 février 2023. Lors de la visite l'exploitant précise que la personne référente ayant quittée l'entreprise, il ne dispose plus de personnel formé. Par ailleurs, l'Inspection constate lors de la visite que l'exploitant n'a été en mesure de justifier de la réalisation d'analyses des eaux pluviales de son site.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit sous un délai d'un mois, procéder à la réalisation d'analyse des eaux pluviales du site par un organisme agréé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois